

L'homme producteur et les économistes

Incontestablement, il faut commencer par un constat : globalement, *L'homme producteur*, ouvrage qui nous réunit aujourd'hui, est passé largement inaperçu dans la communauté des économistes. Les raisons en sont multiples, et quelques unes sont parmi les plus simples à énoncer :

- les préoccupations « tendanciellement dominantes » des économistes (français tout du moins) sont d'une toute autre nature : politique économique, crise, chômage, monnaie, construction européenne, marché, etc. ;
- l'abandon, « tendanciellement dominant », du travail et de la production comme objet de l'économie politique ;
- l'ouvrage n'était pas écrit et surtout pas « signé » par des économistes ;
- sans oublier, compte tenu des débats politiques et idéologiques de l'époque, sa parution dans une maison d'édition marquée à tort ou à raison par son rôle « au service du PCF ».

Il fallait donc déjà être en marge des courants dominants, pas seulement des courants libéraux, pour le remarquer et s'y intéresser, et je dois dire, après avoir relu de nombreux textes et fait appel à mes souvenirs, que la marge était relativement étroite. C'est dans cette marge et grâce à elle que des connexions ont pu s'établir entre certains économistes et ce qui se passait à Aix.

Trois aspects me semblent caractéristiques de l'époque.

1. Il y a des personnalités, des individus pourrait-on dire, qui prennent conscience, soit parce qu'ils y travaillent depuis longtemps comme Henri Bartoli, soit pour des raisons plus mystérieuses et certainement plus conjoncturelles, qu'il se passe quelque chose dans le monde du travail et qui le disent. Je n'en prendrai qu'un seul exemple : Alain Cotta qui publie à peu près au même moment un ouvrage intitulé *L'homme au travail*.

2. Il y a des traditions plus structurées, plus collectives, qui font du travail l'objet et le point de départ de l'économie politique, et du dialogue avec les travailleurs le moyen de

leurs analyses. Je ne prends pas de gros risques en affirmant que la tradition grenobloise était aux avant-postes de ce courant.

3. Il y a les débuts des instituts syndicaux de recherche économique et sociale qui sont en général animés sinon dirigés par des économistes.

Je traiterai rapidement des deux premiers aspects, avant de laisser la parole à Serge Le Roux, qui explicitera comment la recherche en milieu syndical (à l'Iseres-Cgt) en a tenu compte pour tenter de faire quelque chose d'original.

§§§§§

Rien ne prédisposait Alain Cotta à écrire un ouvrage sur le travail : Professeur à l'université de Paris-Dauphine et à HEC, spécialiste de l'économie de l'entreprise et de la théorie des organisations, c'est en 1987 qu'il publie, un peu à la surprise générale de ses collègues, *L'homme au travail*. Je dois dire qu'il s'agit d'un ouvrage assez surprenant. La thèse principale qui y est défendue est en substance la suivante : avant même que la travail fasse irruption avec le capitalisme et envahisse la totalité du champ économique et social (avec la révolution industrielle), il naît « *d'un conflit où la ruse l'emporte sur un instant de défaillance de la force* » (p. 13). Vocabulaire inhabituel, mais explicité en des termes qui nous sont un peu plus familiers : « *L'information que l'homme capte et propage, l'énergie qu'il assimile et déploie, témoignent de ses extraordinaires capacités à aménager ses relations avec un milieu ambiant, et plus encore, à ruser. En fait, ces deux aptitudes sont étroitement liées. La ruse consiste justement à modifier l'état de ces relations. S'adapter au milieu, certes, mais en le transformant bien davantage qu'en s'y soumettant. L'âge de la conscience rusée commence non avec la ruse, qui fut de tout temps, mais plutôt avec la conscience que la transformation des relations avec le milieu doit devenir le mode d'action essentiel et spécifique de l'espèce humaine* » (p. 103). C'est en partant de cette thèse qu'Alain Cotta tente d'analyser les mutations qui affectent le monde du travail depuis les années 1970. Après avoir interprété le taylorisme comme une tentative, inaboutie mais efficace, de

retour et de revanche de la force, il envisage dans un dernier chapitre la possibilité que le travail se trouve dans une transition entre « la conscience rusée » et « la reconnaissance de soi ». Il argumente sa démonstration en faisant l'hypothèse que le travail a toujours deux faces : celle requise par la force, qu'il appelle « le travail subi », et celle autorisée par la ruse, qu'il appelle « le travail choisi ». D'après lui, nous vivons la fin d'un long cycle, celui décrit par Michel Foucault dans *Les mots et les choses*, dont l'origine remonte au 18^{ème} siècle : au niveau des représentations sociales et des idéologies, le travail choisi tend à l'emporter durablement sur le travail subi, et la ruse sur la force.

Comme on peut le remarquer, on est assez loin avec l'ouvrage d'Alain Cotta des thèses présentées dans *L'homme producteur*, aussi bien au niveau du vocabulaire que des concepts ou que de la vision d'ensemble. Mais il est me semble-t-il significatif de la nature des questions et des efforts que certains économistes (certes en petit nombre) développaient au milieu des années 1980.

§§§§§

La « tradition grenobloise » est beaucoup plus familière, d'abord en général parce qu'elle est plus connue, et ensuite à l'Apst parce que des collaborations plus ou moins durables se sont nouées. Sans prétendre la définir, je crois qu'il y a trois caractéristiques qui en font l'originalité :

- elle a été créée et impulsée essentiellement par des économistes qui, sans se revendiquer ni être reconnus comme des « économistes du travail », ont fait de ce dernier le point de départ de toute leur réflexion théorique : Henri Bartoli, Gérard de Bernis, Guy Caire, Jan Dessau, Jacques Freyssinet, Christian Palloix, Benjamin Coriat, Annie Dona Jimenez, sans oublier Marc Bartoli, avec qui nous avons eu dans les années 1980 ce projet un peu fou d'essayer d'enseigner l'économie politique « du point de vue du travail » ;
- elle a sans cesse, et par divers canaux (institut d'études sociales, maison de la promotion sociale, syndicats, Cuidep), reconnu et sollicité l'apport essentiel des savoirs

détenus par les travailleurs et de l'ensemble des acteurs sociaux, même si les postures méthodologiques et épistémologiques étaient loin d'être claires et homogènes ;

- elle a tenté, dans des conditions institutionnelles qui n'étaient pas simples, une pratique de la pluridisciplinarité : avec les ergonomes et notamment avec Alain Wisner, avec les juristes comme « les Lyon-Caen », avec les gestionnaires et les sociologues, avec les historiens ; là encore, de mon point de vue, les principes méthodologiques de cette pluridisciplinarité n'étaient pas forcément très clairs, mais chacun avait conscience que les économistes ne suffisaient pas.

La naissance de cette « tradition grenobloise » n'est pas facile à dater, mais ce n'est faire injure à personne d'affirmer qu'elle est bien antérieure au dispositif Apst. On peut en avoir une idée en considérant ce que dit Henri Bartoli dans la préface des Actes du colloque célébrant le 40^{ème} anniversaire de l'Institut du travail de Grenoble (*Acteurs syndicaux et sciences sociales du travail ; objets, méthodes et enjeux d'une coopération*, Octarès, Toulouse, 2001) : « *Quel chemin parcouru depuis qu'il y a quarante ans (...) nous créions l'Institut d'études sociales de Grenoble ! Comment ne pas évoquer cette première session consacrée aux comités d'entreprise, ces stylos que, les uns après les autres, posaient les syndicalistes présents alors qu'un de mes collègues, professeur de droit du travail, en exposait les compétences et les règles de fonctionnement, cette réponse : « ce que vous dites ne correspond nullement à ce que nous vivons », de sorte que ce fut lui qui se mit à prendre des notes et que nous comprimes toute la distance qu'il y avait entre nous et la pratique, qu'il nous fallait changer de méthode et recourir à un enseignement à base de dialogue et d'échange interactif* ».

C'est comme exemples de cette tradition que je voudrais évoquer brièvement deux colloques qui montrent que les liens potentiels et avérés avec les thèses de *L'homme producteur* sont lancés.

Le premier colloque s'est tenu à Grenoble les 2 et 3 juillet 1981 sur le thème « Les conditions de travail et l'analyse économique ». Il s'agissait de dénoncer la faible place que les économistes traditionnels assignaient aux conditions de travail et le caractère purement exogène qu'ils leurs attribuent dans le meilleurs des cas, et de faire le point sur les méthodes et les difficultés de l'analyse des conditions de travail, étant entendu, comme le dit Bernard Mériaux dans la préface aux Actes, que la méthodologie et le

processus de recherche doivent être « pris en charge par les parties en présence dans l'entreprise ». Mais au-delà du contenu même des contributions, ce qui me paraît important tient dans la nature et l'origine des contributeurs. Les économistes grenoblois avaient tenu à faire dialoguer sur le thème des conditions de travail des spécialistes de différentes disciplines académiques et des représentants des travailleurs. Sont intervenus, outre des économistes, des sociologues (du Groupe lyonnais de sociologie industrielle ou du Lest), des ergonomes (du Cnam notamment), des spécialistes de science de gestion, des statisticiens (comme Serge Volkoff), et des syndicalistes (notamment de la Cgt et de la Cgt-Fo). Trois communications me paraissent emblématiques des débats qui se sont noués dans ce colloque : la première est élaborée par des spécialistes de trois disciplines, économie politique, ergonomie et sociologie, à savoir Marc Bartoli, Annie Borzeix, Jacques Duraffourg et Didier Lochouarn (« Evaluer quoi ? »), la deuxième est écrite par un économiste et un syndicaliste, Gérard de Bernis et Lucien Chavrot (« Quelques aspects méthodologiques de l'analyse des conditions de travail »), et la troisième, écrite par Antoine Laville et Catherine Teiger, pose la question des liens et du dialogue entre l'économie politique et l'ergonomie (« Ergonomie et économie de l'emploi ; problèmes méthodologiques »). Comme le dit la quatrième de couverture des Actes, « il s'est passé quelque chose d'autre et de plus qu'un colloque à Grenoble en juillet 1981 ».

Le second colloque que je voudrais évoquer s'est tenu du 20 au 22 mai 1984 à la Faculté de sciences économiques d'Oran (Algérie) sur le thème « Procès de travail et formes de développement ». Nous y avons fait, avec Marc Bartoli, une communication en trois morceaux : deux écrits à deux (« L'économie politique et le mouvement ouvrier : un vieux débats d'actualité » et « Le rôle des travailleurs dans la production de savoirs utiles au développement »), et la troisième écrite par Marc Bartoli (« Entreprise et savoirs »). Je ne vais naturellement pas résumer ce que nous disions alors, mais chacun pourra constater à la lecture de ces textes la proximité de ce que nous y défendions avec ce qui se faisait à l'Apst, proximité évidemment d'autant plus grande et d'autant plus facilitée que Marc Bartoli avait déjà à ce moment là participé au stage d'où sera issu *L'homme producteur*.

Ces deux exemples (mais il pourrait être multipliés) montrent à la fois tout l'intérêt qu'a pu représenter la parution de *L'homme producteur* pour les économistes de la tradition

grenobloise, et le fait qu'ils n'y aient vu, à tort ou à raison, qu'un soutien supplémentaire à ce qu'ils tentaient de faire depuis longtemps déjà, voire une simple confirmation de leur propre point de vue. Sans entrer dans les détails, et sans que la publication de *L'homme producteur* y soit directement pour quelque chose, c'est néanmoins de cette période que date le durcissement d'un certain nombre de clivages au sein d'une partie au moins de la tradition grenobloise, ce qui explique peut-être l'essoufflement de cette tradition au moment même où l'Apst se développait.

§§§§§